

# Règlement de la consultation BSTBST 9432

## 1 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des **travaux de remplacement des calorifugeages des tuyauteries sur les installations de chambres froides**.

Lieu d'exécution des travaux : **Base Navale de Brest**

### 1.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE comprend :

- ☒ Le présent Règlement de Consultation
- ☒ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- ☒ Les Conditions Générales d'Achats (CGAchats) annexées à l'AE et applicables aux marchés de travaux,
- ☒ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.3 FORME DU MARCHÉ

- ☒ Marché ordinaire

### 1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres sont valables **180 jours** à compter de la réception de la dernière offre.

### 1.5 VARIANTES

Les variantes sont autorisées : ☐ oui ☒ non

### 1.6 GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

### 1.7 VISITE DE SITES

- ☒ La visite est obligatoire

L'attention du candidat est attirée sur l'obligation qui lui est faite de fournir à l'appui de son offre un certificat de visite des lieux dûment signé par le représentant du SID ATL.

**La fourniture du certificat de visite, joint en annexe 2, conditionnera la recevabilité de l'offre.**

**Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de réaliser leur demande de visite dans les 15 jours calendaires suivants la réception du DCE.**

Afin de prendre rendez-vous, le soumissionnaire adressera une demande par mail au moins 5 jours avant la date un message électronique à l'adresse fonctionnelle suivante :

[sid-atlantique-sd-mp-usid-bst.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sid-atlantique-sd-mp-usid-bst.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr)

en précisant le n° de la consultation ainsi que l'objet de la présente consultation.

Il est précisé que :

- les prises de vue sur le site sont interdites ;

aucune réponse d'ordre technique ne sera apportée aux questions posées par les soumissionnaires à l'occasion des visites. Seules les questions adressées via la PLACE donneront lieu à des réponses de la part du Pouvoir Adjudicateur. Ces réponses écrites seront communiquées à l'ensemble des candidats, lorsque nécessaire, dans le respect des règles d'égalité de traitement entre les candidats, et en conformité avec les règles relatives à la protection du secret des affaires.

### 2.1 RECEVABILITE ADMINISTRATIVE

L'acheteur fera procéder à l'ouverture des plis. Les plis :

- Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français,
- sans certificat de visite.

seront rejetées sans jugement sur le fond et retournées au candidat concerné. Les candidats concernés seront informés de la décision et du/des motifs du rejet par courrier.

### 2.2 APPRECIATION DES CANDIDATURES

Les candidatures seront appréciées sur la base des renseignements et documents demandés au [paragraphe 3.1](#) du présent document.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés ;
- Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires ;
- Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

### 2.3 APPRECIATION DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des dispositions des articles L.2152-1, et R.2152-1 du code de la commande publique.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Seront considérées comme irrégulières :

- Les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au paragraphe 3 ci-dessous ;
- Les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés dans le courrier de négociation ;
- les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;
- les offres ne répondant pas à la totalité des exigences du cahier des charges.

#### 2.3.1 Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critère	Pondération
1. Prix	80 %
2. Valeur Technique	20 %

#### 2.3.2 Méthodologie d'attribution des notes

**A – l'évaluation du prix se fera par la méthode suivante :**

Il est précisé que le critère « Prix » sera apprécié selon un classement distinct sur la base du montant total indiqué à l'acte d'engagement.

La note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note prix} = (\text{Prix le plus bas} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 80$$

**B- L'évaluation du critère technique se fera par la méthode suivante :**

Il est précisé que le critère valeur technique sera analysé selon les critères énoncés ci-dessous et en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

## 1 - Evaluation de la valeur technique de l'offre :

Critère valeur technique (VT)		Répartition des points
Sous-critères du mémoire technique	Eléments d'évaluation du sous-critère technique	
<u>Sous-critère technique n°1</u> : Organisation et coordination de chantier, éléments permettant de limiter l'impact des travaux sur l'activité du bâtiment en pleine exploitation.	Evaluation de la capacité du prestataire à limiter les nuisances et les interruptions d'activité dans un bâtiment occupé.	<b>10 points</b>
<u>Sous-critère technique n°2</u> : Fiche explicative détaillant l'ensemble des procédures et des matériaux requis pour la réalisation de la prestation.	Evaluation de la pertinence technique des méthodes et de la qualité/adéquation des matériaux proposés par rapport au cahier des charges.	<b>10 points</b>

## 2 – Attribution de la note valeur technique

Note valeur technique = (Nombre de points de l'offre technique évaluée / Nombre de points de l'offre technique la meilleure) X 20

### C – Note finale

Note finale pondérée = Note prix + Note valeur technique

## 2.4 NEGOCIATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires et peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

## 2.5 CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

L'examen des offres par l'Acheteur donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position, après application des critères de jugement définis ci-dessus, se verra attribuer le marché, sous réserve :

- Qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux articles R.2143-6, R.2143-12 et R.2143-16 du code de la commande publique.

## 3 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de la candidature et de l'offre. Ce pli devra être transmis par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'Etat depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les documents transmis devront être rédigés en langue française.

### 3.1 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

À l'appui de sa **CANDIDATURE**, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous :

- DC1 (lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants),
- DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement),
- Attestation du pouvoir de la personne signataire du marché habilité à engager la société,
- Présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, en rapport avec des travaux de calorifugeage, indiquant les caractéristiques principales, la date et le destinataire public ou privé pour lesquels les travaux ont été réalisés ;

Le candidat unique peut également proposer sa candidature par le biais du document unique de marché européen (DUME) : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

L'acheteur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

### 3.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous :

- **Un projet de marché** comprenant :

▪ **Un Acte d'Engagement (AE)** et son annexe (RIB(s)) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

- **Autres pièces constitutives de l'offre**

▪ Un **mémoire technique** comprenant :

- Une note détaillant les éléments attendus au sous-critère technique n°1
- Une note détaillant les éléments attendus au sous-critère technique n°2

Pour rappel, le mémoire technique est un document qui présente l'offre technique du soumissionnaire répondant à un ensemble des exigences du CCTP. Les réponses devront concerner spécifiquement le présent marché et ne sauraient rester génériques ou générales.

▪ La **DPGF**, en [annexe 1](#); complétée ;

▪ L'**attestation de visite**, en [annexe 2](#), signée.

Tout candidat ne fournissant pas l'ensemble des documents requis verra son offre considérée comme irrégulière et sera éliminé de la procédure.